

Introduction

Marta Severo, Alberto Romele

Ces dernières années, les nouvelles technologies ont profondément changé les territoires. Ce qui rend ce changement particulièrement intéressant est le fait qu'il affecte à la fois les territoires dans leurs matérialités et la façon de les étudier et de les gérer. Les médias numériques sont intéressants dans la mesure où toute interaction qui les traverse laisse des traces qui peuvent être enregistrées, analysées et visualisées. Cette traçabilité intrinsèque promet, si contrôlée par une méthodologie adéquate, de fournir une source nouvelle de données pour l'étude des territoires. Face à l'abondance de ces nouveaux types de données, plusieurs études empiriques ont été réalisées, mais une réflexion théorique sur l'emploi de ces données dans les études territoriales est encore faible. Cet ouvrage vise alors à combler au moins partiellement ce vide théorique en proposant des pistes d'analyse de la rencontre entre trace et territoire dans le cadre d'approches disciplinaires différentes.

D'abord, il est apparu nécessaire d'approfondir la question des méthodes et notamment de nouvelles méthodes digitales développées pour traiter ce type de données. Pour cette raison, l'ouvrage débute par un texte de Richard Rogers qui s'interroge sur l'impact des *big data* sur le travail du chercheur en sciences humaines et sociales. Rogers veut aller au-delà des critiques épistémologiques et éthiques de ces données pour poser l'accent sur les problèmes liés à leur traitement. Dans la promesse d'un regard distant sur les phénomènes sociaux, les *big data* risquent plutôt, selon l'auteur, de produire une forme de cécité et de mettre au second plan les questions liées à la signification de ces données. Rogers revient, enfin, sur la question de la méthode adaptée aux traces numériques et insiste sur la différence entre natifs numériques et numérisés qui peut s'appliquer tant aux données qu'aux méthodes dans les études en SHS.

Plusieurs chercheurs en STS (études des sciences et technologies), informatique et sociologie politique ont attiré également l'attention sur la convergence entre méthodes sociologiques et méthodes digitales. Dans leur contribution, Marres et Gerlitz s'intéressent plutôt aux similitudes et aux différences entre les outils grand public en ligne, qui s'offrent à l'analyse de données, et les techniques de recherche sociologique. Avec le terme «méthode interface», les auteures veulent indiquer précisément des méthodes émergentes que les chercheurs en sciences sociales ne peuvent pas dire être leurs, mais qui rentrent suffisamment en résonance avec les démarches qui leur sont familières.

Dans leur intervention, Severo et Romele passent de la question de méthodes à la question des données et introduisent l'étiquette de «*soft data*». Les *soft data* peuvent être définies comme des données disponibles sur Internet, facilement accessibles et récoltables. Elles sont constituées principalement par les nouveaux types de données issues du Web 2.0 (Facebook, Twitter, fils RSS, etc.) qui s'offrent au décideur public comme une source originale et riche

d'informations sur les phénomènes sociaux qui ont lieu dans un territoire. Par rapport au terme *big data*, parler de *soft data* permet de souligner que les données numériques peuvent être bien utiles pour les politiques publiques même si elles n'ont pas le volume, la vitesse et la variété des grandes bases de données. Par rapport aux *open data*, un regard orienté *soft* permet d'accueillir toutes les données qui ne sont pas libres de droit.

La première partie de l'ouvrage se termine avec le chapitre de Jos de Mul qui se concentre sur le passage des données numériques à l'identité numérique. Dans une perspective philosophique, de Mul s'interroge sur l'identité humaine à l'époque des grandes bases de données informatisées. Si les traditions ont toujours joué un rôle important dans la configuration de nos identités, c'est notre rapport aux traditions qui a changé. Dans les sociétés prémodernes, les traditions allaient de soi; dans les sociétés modernes, les populations sont conscientes de la diversité historique et culturelle des traditions, et habiter une tradition est question de choix existentiel. Enfin, dans les sociétés postmodernes, la tradition est devenue plus une commodité qu'un choix existentiel. Selon l'auteur, les TIC, et en particulier les bases de données informatisées, ont été à ce regard déterminantes. D'un point de vue technique, les bases de données se trouvent derrière chaque site Web; d'un point de vue anthropologique, les bases de données deviennent de plus en plus des métaphores conceptuelles qui structurent notre expérience du monde et de nous-mêmes.

Dans la deuxième partie, cet ouvrage se concentre sur des questions plus théoriques soulevées par la rencontre des traces numériques et des territoires. D'abord, il est nécessaire d'approfondir la notion de territoire pour en saisir ses nouvelles dimensions liées au numérique. Dominique Boullier, dans son texte, propose « une description progressive de huit propriétés des territoires les plus classiques pour discuter à chaque fois les nouvelles dimensions qui peuvent être ouvertes ». Pour chacune des propriétés, il part d'un agencement topographique pour définir un agencement topologique puis un agencement chronologique généré par les traces des plates-formes numériques. L'auteur met l'accent sur le fait que ces agencements et leurs combinaisons complexes doivent être pris en compte pour la gestion et le gouvernement des territoires.

L'article de Boris Beaud aborde la question du rapport entre trace numérique et espace et y répond dès la première ligne de son chapitre en affirmant que « les traces numériques sont éminemment spatiales ». Dans son texte, l'auteur souligne le potentiel inédit des traces pour les sciences qui s'intéressent à la dimension spatiale du social, tout en posant également l'accent sur les nombreuses questions soulevées par leur emploi. Entre autres, Beaud analyse la question de la visibilité, les enjeux des traces entendues comme *big data*, l'opacité des processus et surtout le risque de réductionnisme et d'appauvrissement des analyses qui risquent de réduire le Monde en général, et l'individu en particulier, à ses traces. En conclusion, Boris Beaud, comme d'autres auteurs dans ce volume, pose l'accent sur l'opportunité offerte par ce type de données mais en même temps sur la nécessité de prendre en compte leurs limites.

Franck Cormerais porte son regard sur un objet spatial spécifique, la ville, et propose la notion d'hyperville – à ne pas confondre avec la *smart city* – comme une alternative possible à la «gouvernementalité algorithmique». L'hyperville serait un «système local où la relation aux données, c'est-à-dire aux traces-signes, opère une reconfiguration dans la redistribution spatiale et temporelle». Néanmoins, un tel concept n'est pas naïvement optimiste. Il s'agit plutôt d'une approche «pharmacologique» – poison et remède, selon le double signifié du mot grecque *pharmakon* – des données, qui offrent à la fois des opportunités et des dangers. Dans les différents domaines de l'hyperville – politique, sociale, artistique, industrielle, d'opinion, économique – existent en effet de bonnes et de mauvaises pratiques digitales. Dans le cas du social, par exemple, là où la décision publique concerne l'intégration, les mêmes données peuvent fonctionner pour la création de réseaux sociaux ou pour leur segmentation. La nature de l'hyperville, en somme, consiste en des données, traces-signes, qui peuvent être utilisées de deux manières diamétralement opposées. Il en revient finalement à nous de valoriser ses aspects les plus contributifs. Un renouveau politique de la ville peut en effet modifier nos conditions politiques d'existence.

Si l'intervention précédente assume une posture quasiment neutre à l'égard des données numériques, Carmes et Noyer proposent une vision décidément plus critique par rapport à ce qu'ils appellent le «plissement numérique du monde». A son origine, l'omniprésence de capteurs de données. Comme conséquence, des nouvelles (bio)politiques et économiques du pouvoir. La ville représente à ce propos un cas paradigmatique: elle ne sera vraiment smart que lorsque ses habitants, ses interfaces et applications seront domestiqués, *i.e.* seront tous devenus des «capteurs infatigables [...] des activités de la vie quotidienne». Les auteurs soulignent opportunément que la datafication du monde ne peut que passer par la création et l'alimentation d'un désir de données. Discours et rhétoriques, utopies et idéologies, jouent à ce propos un rôle fondamental. Carmes et Noyer s'appuient notamment sur les trans et les post humanismes, qui tentent à leur avis de fournir un horizon – une justification ou des conditions d'existence et efficacité, nous pourrions dire – anthropologique du plissement numérique du monde.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, cet ouvrage se confronte aux conséquences de l'utilisation des traces numériques pour l'aménagement et la gestion des territoires. Aujourd'hui, le décideur public doit intégrer les données traditionnelles avec les nouvelles données générées, selon une approche *bottom-up*, par les acteurs du Web 2.0. On assiste ainsi à l'avènement d'un nouvel impératif participatif dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques territoriales.

Matthieu Noucher propose d'utiliser le concept de trace numérique pour renouveler la cartographie critique. Une telle approche est aujourd'hui en crise face à de nouveaux phénomènes et de nouveaux acteurs de l'information géographique, comme Google Maps et OpenStreetMap, qui ont changé radicalement la manière de produire des cartes. Selon l'auteur, dans cette optique de renouvellement, de nouveaux cadres méthodologiques doivent être mis en place pour analyser la fabrique cartographique et dans ces cadres, une entrée

par les traces numériques peut contribuer à mettre en avant la question de l'intentionnalité cartographique et notamment du rapport entre source, trace et carte.

Le livre s'achève sur deux cas empiriques qui exemplifient l'usage des traces numériques dans les domaines des études territoriales. Dans l'analyse de Laurent Beauguitte et Marta Severo, les traces numériques deviennent sources d'information géographique. Les auteurs proposent d'utiliser des traces médiatiques, en particulier les fils RSS des journaux quotidiens pour étudier les rapports entre individus et échelles, à travers l'exemple du *New York Times*. Cette recherche, réalisée dans le cadre du projet ANR Corpus Géomédia, met en évidence les potentialités de ces nouvelles données pour l'analyse des territoires mais elle cherche également à identifier les problèmes méthodologiques que leur usage soulève.

Enfin, Nicolas Douay et Maryvonne Prévot analysent l'impact des traces numériques sur les politiques urbaines. Comme le soulignent les auteurs, aujourd'hui les outils numériques ont contribué à la création des nouvelles dynamiques participatives de mobilisation sociale et de co-construction de la décision dans le contexte de la ville. Le cas de la plate-forme *Carticipe* à Strasbourg et à Marseille est analysé dans ce chapitre à travers des entretiens avec différents acteurs qui ont contribué à son développement et usage. Si la nature positive de ces expérimentations émerge clairement, la complexité de la cohabitation de ces innovations numériques avec d'autres dispositifs plus classiques de la participation établis par les acteurs institutionnels est également évidente.

En dépit de la différence d'approches et de perspectives, nous pouvons retracer au moins trois traits communs à ces interventions. Premièrement, une convergence vers la question des traces numériques, des données ou des *big data* – une distinction terminologique qui reste souvent gérée de manière implicite. Il nous semble que les traces représentent aujourd'hui le point de rencontre et de discussion pour maintes disciplines qui s'intéressent au numérique, selon différentes perspectives – ontologiques, épistémologiques et méthodiques, anthropologiques, éthiques et politiques, pratiques, etc. Deuxièmement, tous les auteurs paraissent partager une approche ambivalente – «pharmacologique», nous pourrions dire – envers ces traces et leurs usages. La conscience des avantages de ces nouvelles sources d'information sur la réalité sociale et le territoire est contrebalancée par celle de leurs limites. La méfiance par rapport aux mauvaises pratiques liées à leur traitement – surveillance, quantification du soi, etc. – est modérée par une confiance dans les bons usages. Troisièmement, les auteurs ne s'arrêtent pas à cette constatation, mais se soucient souvent de donner une mesure précise des potentiels et des limites, des dangers et des avantages des traces numériques. En conclusion, nous pouvons dire que cet ouvrage, loin encore de constituer le point final de la recherche sur les traces numériques et le territoire, indique une direction pertinente pour ceux qui veulent poursuivre dans ce domaine.